

Une guerre idéologique

► Pour Caroline Pailhe, du Grip, les Américains ont transformé en certitudes les doutes sur Saddam Hussein.

► Et ils ont très mal anticipé et préparé l'après-guerre.

ENTRETIEN

GÉRALD PAPY

Caroline Pailhe est chargée de recherches au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip), à Bruxelles.

Que peut-on dire des principaux arguments développés par les États-Unis et la Grande-Bretagne pour justifier la guerre il y a un an? La présence d'armes de destruction massive?

Une certitude: personne n'a trouvé d'armes de destruction massive en Irak. Les quelques éléments qui ont été mis au jour par les dernières inspections de l'Onu, en mars 2003, étaient tout à fait marginaux et ne constituaient pas une menace imminente, comme les États-Unis et le Royaume-Uni le laissaient entendre à l'époque.

La possibilité de trouver des armes est-elle exclue?

Si vraiment il y avait eu des preuves importantes, on les aurait déjà trouvées depuis longtemps. Dès avant la reprise des inspections fin 2002, pas mal d'observateurs disaient que vraisemblablement, le régime de Saddam Hussein n'avait pas pu réarmer. Il était sous embargo; il avait dû affronter une guerre en 1991; il avait été soumis à sept ans d'inspections, qui, après coup, se sont avérées très efficaces. Il est très difficile pour des inspecteurs de dire à tel moment: "Nous avons terminé notre travail et ce pays est tout à fait désarmé". Il reste toujours une marge d'incertitude. L'interprétation de cette marge d'incertitude est un acte politique.

Selon de nombreux observateurs, ce sont bien ces premières inspections qui ont été à l'origine de l'élimination des armes de destruction massive et, dans une moindre mesure, la Guerre du Golfe de 1991. Mais il demeurerait des doutes parce qu'il y avait des éléments qui avaient été détruits de manière unilatérale et pour lesquelles l'Irak ne savait pas rendre des comptes.

Un lien a-t-il pu être établi entre Saddam Hussein et al Qaeda?

Avant d'entrer en guerre, la CIA et le FBI étaient déjà assez sceptiques. Depuis l'arrivée des Américains en Irak, aucun élément n'est venu corroborer cette argumentation. Or, des responsables de l'ancien régime ont été arrêtés et notamment, un peu après le mois de mars, la personne assez haut placée dans les services secrets irakiens qui était censée avoir rencontré à Prague Mohammed Atta, le cerveau des attentats du 11 septembre. On n'a toujours pas le résultat de son interrogatoire; ce qui prouve bien que rien n'en est sorti.

Face à ces arguments qui se sont "dégonflés", pensez-vous que les dirigeants américains ont eu une attitude délibérée de mensonge ou ont-ils eux-mêmes été induits en erreur par les services de renseignements, par l'opposition irakienne...?

Ce qui semble se dégager, c'est qu'il y a eu une mauvaise interprétation des gouvernements. Ils ont fonctionné sur base de convictions profondes, et, au niveau de l'administration américaine, poussés par les néo-conservateurs, grands idéologues, qui voulaient en découder avec Saddam Hussein. Cette conviction fait qu'il y a eu exagération des résultats des services des renseignements. Là où il y avait des doutes; dans le discours des politiques, cela devenait des certitudes.

IL Y A EU

**EXAGÉRATION DES
RÉSULTATS DES
SERVICES DES
RENSEIGNEMENTS.**

L'argument du renversement du régime de Saddam Hussein a-t-il été avancé comme une priorité et n'était-il pas fondé?

Si on observe les discours, surtout de l'administration américaine, l'argument du renversement de régime était un objectif secondaire. Celui-là a été atteint. La plupart des Irakiens sont satisfaits d'être débarrassés de Saddam Hussein. Mais les États-Unis ont très mal préparé l'après-guerre. On est maintenant dans un processus

à long terme et assez chaotique.

Comment expliquer cette impréparation?

D'abord, par une concurrence entre le Département d'Etat et le Pentagone. C'est ce dernier qui a imprimé sa marque sur la guerre et sur la conception de l'après-guerre. Or le Pentagone a seulement sorti des plans pour l'après-guerre au mois de février 2003.

Ensuite, il y a une terrible méconnaissance du terrain.

Enfin, il y avait un optimisme à tous crins dans les documents qui planifiaient l'après-guerre: les Américains allaient être accueillis à bras ouverts; les Irakiens allaient coopérer avec l'administration d'occupation de manière tout à fait optimale. Cet optimisme inébranlable a vite été démenti dans les faits puisque le premier constat qui saute aux yeux est qu'ils n'ont pas su établir un minimum de sécurité dans le pays.

POUR LES ARABES,

L'IRAK A REJOINT SUR

LA LISTE DES CAUSES

EMBLÉMATIQUES LE

CONFLIT

ISRAËLO-PALESTINIEN.

L'adoption d'une Constitution provisoire et la mise sur pied d'un Conseil de gouvernement provisoire ne constituent-elles pas un succès pour la coalition?

Le Conseil de gouvernement provisoire n'est pas vraiment représentatif du peuple irakien. La loi fondamentale risque d'être remise en cause dans les mois qui viennent. On ignore comment le prochain gouvernement irakien, après le transfert de pouvoir, va être élu... Il reste énormément d'inconnues.

La guerre a-t-elle ouvert un nouveau foyer de terrorisme et a-t-elle suscité de nouvelles vocations terroristes?

Il y a l'ouverture d'un nouveau front en Irak même. Et le débarquement des États-Unis est vécu par les Arabes de manière assez illégitime et nourrit ce terreau du terrorisme. Dès lors, l'Irak a rejoint sur la liste des causes emblématiques le conflit israélo-palestinien. ■